

Contre la numérisation de nos vies, non aux services publics numériques !

Nous apprenons par le bulletin municipal qu'une antenne **France Services** a été créée dans le diois pour accompagner les personnes dans l'utilisation des outils numériques et faire face à la dématérialisation des services publics.

Évidemment, présenté ainsi, ça sonne bien. Qui refuserait de *réduire* une *fracture* ? Mais de quoi s'agit-il en réalité ? De quoi France Services est-il le nom ?

La création de ce type de guichet vient tout simplement accompagner la disparition des services publics de proximité et l'externalisation des tâches administratives qui dorénavant sont reportées sur les citoyens eux-mêmes. Tout ce qui était auparavant réalisé par les administrations et leurs employés, c'est à la personne de le faire : numériser les documents, remplir les fiches etc. Une permanence des impôts et de la CAF ferment, un médecin de campagne disparaît, France Services ouvre.

Le première conséquence est évidemment la diminution du nombre d'emplois de fonctionnaires. La deuxième c'est la complexification des démarches administratives pour les citoyens et l'augmentation du temps passé par ceux-ci à « faire leurs papiers » et enfin, le report des coûts sur les usagers (impressions des documents etc). Mais l'essentiel n'est pas là.

**Nous nous opposons à la numérisation à marche forcée
de tous les aspects de notre vie pour les raisons suivantes :**

D'abord, nous voulons vivre une vie faite de relations sociales humaines, de face à face entre des personnes, sur nos lieux de vie. Pas des rapports virtuels, à sens unique, avec des écrans, des machines, des algorithmes, des robots, des administrations et des institutions opaques et éloignées. Des vrais médecins, pas des « visio-consultations ». Pas de la « e-médecine ».

Les outils numériques ne sont pas écologiques. En amont, c'est l'extraction des ressources en minerais et en terres rares. Des mines à ciel ouvert. C'est la destruction des espaces naturels, la pollution des cours d'eau, les déplacements de population, les conditions de travail iniques dans les pays d'extraction évidemment loin de nos regards. En aval, c'est la gigantesque accumulation de déchets issus de l'industrie numérique (les e-déchets pointés dernièrement par les rapports de l'OMS) qui là-aussi atterrissent dans les pays du sud et viennent alimenter un autre cycle de pollutions diverses mettant en danger la santé des populations. Entre les deux, c'est l'augmentation exponentielle des consommations énergétiques par foyers dans les pays utilisateurs. Consommations qui ne peuvent être couvertes par les énergies renouvelables (elles-mêmes problématiques du point de vue écologique dans leur fabrication et leur fonctionnement), mais impliquent au contraire une fuite en avant qui combinera nucléaire, ressources fossiles, biomasse destructrice des forêts etc. Il n'y a pas de high-techs écologiques et ceux qui le prétendent sont des escrocs ou des « écolos » de la dernière heure. La transition technologique (énième modernisation industrielle) qu'on nous vend n'est pas une transition écologique. Pendant le blabla convenu sur le climat, la destruction continue. Faisons chauffer les serveurs ! Sans parler des objets interconnectés à venir et la multiplication afférente des ondes.

Les outils numériques ne sont pas « résilients ». Quoi de plus fragile qu'un système informatique ? La moindre coupure électrique paralyse le réseau d'une administration ou pire d'un service d'hôpital ou de transport. Les multiples actions de piratage des réseaux ont montré qu'ils étaient en outre vulnérables aux agressions des hackers divers et variés (des gouvernements hostiles aux mafias organisées en passant par les simples individus). Nos données personnelles virtuelles ne sont pas confidentielles. Des dispositifs peuvent être contrôlés à distance ou mis hors service etc.

Les outils numériques impliquent le contrôle généralisé des populations. L'actualité récente de la pandémie de COVID a montré qu'elle pouvait être l'utilisation par les gouvernements des technologies numériques. Contrôler les moindres gestes des citoyens. Tracer leurs déplacements. Connaître les personnes avec lesquelles ils interagissent. Établir une ségrégation. Fabriquer des citoyens de seconde zone. Permettre la violation flagrante du secret médical et le partage de leurs données de santé. Un pas de plus est en train d'être franchi avec le dispositif « mon espace santé » que l'assurance maladie met en place automatiquement et sans demander l'avis des assurés (à charge pour ces derniers de faire des démarches volontaristes et compliquées pour s'opposer à ce dispositif). QR code, Linky, puçage RFID des marchandises et des troupeaux... même combat. Enfin, la disparition programmée de l'argent liquide au profit des monnaies numériques permettra bientôt un contrôle total de tous les achats, de toutes les transactions au quotidien effectués par les personnes. En clair, c'est la fin de la vie privée qui deviendra ainsi transparente au regard des états, des entreprises commerciales et des banques.

Pour toutes ces raisons, à Die comme ailleurs, nous nous opposons à la virtualisation du réel au profit des médiations hommes-machines. Signifions à nos municipalités, intercommunalités, gouvernements de droite ou de gauche, notre refus de tous leurs dispositifs qui mènent à ce même techno-monde artificiel, inhumain et anti-écologique qu'ils nous imposent sans jamais demander notre avis.

Collectif Fera Flores